

Economies et Sociétés. L'enseignement supérieur entre nouvelle gestion publique et crise systémique

Cahiers de l'Ismea. Tome XLIV, n°4, avril 2010, "Hors-Série", HS, n°43. Coordonnateurs du Numéro : Annie Vinokur et Carole Sigman

L'« enseignement supérieur », catégorie à l'origine propre à l'institution scolaire, n'a plus de frontières clairement identifiables. Depuis une trentaine d'années, on observe :

son extension dans le temps à toute instruction postsecondaire (« tertiaire » selon la terminologie des organisations internationales, qui y inclut la formation tout au long de la vie), sa déscolarisation : inclusion de l'enseignement virtuel, de la validation des acquis professionnels et extra professionnels, etc., sa désinstitutionnalisation : ouverture à toutes sortes de nouveaux fournisseurs de « services d'enseignement » dont ce n'est pas la vocation première, intégration des anciens dans des structures hybrides université-industrie, extension commerciale, hors enseignement et recherche, des activités des universités « entrepreneuriales », l'hybridation public-privé de ses modes de décision et de financement, sa dé-nationalisation : définition inter et supra nationale de ses normes, montée en puissance des groupes et réseaux multinationaux, etc.

Simultanément, le terme même de « politique » d'éducation a été remplacé dans le discours des organisations internationales par celui de « management ». Une politique d'éducation suppose en effet quelque idée de projet de société, idée qui a cédé sous la tension croissante entre les temporalités respectives de la reproduction biologique et sociale (qui relève du long terme), et de la reproduction économique (dont l'horizon est de plus en plus court et incertain). S'il s'agit en effet d'organiser la flexibilité de la réponse de l'industrie de l'enseignement et de la recherche à la demande, de l'adapter le plus rapidement possible aux changements des conditions économiques perçues comme des contraintes, les modèles de gestion efficaces de référence peuvent s'inspirer directement du management des entreprises. C'est l'objet de la Nouvelle gestion publique, instrument de reconfiguration permanente des règles du jeu et des rapports de pouvoir aussi bien dans le champ politique que dans les secteurs des services publics. La zone de turbulences dans laquelle est entré l'enseignement supérieur ne peut donc pas s'analyser comme une phase de transition vers un nouvel état stable, mais comme la mise en cohérence de son mode de pilotage avec les nouveaux besoins évolutifs de l'accumulation : fourniture de main d'oeuvre immédiatement productive et d'innovations rentables, mais aussi nouveau gisement de profits. Il s'agit là d'un renversement majeur dans le « sens » de l'éducation, service banalisé et non plus institution s'imposant aux acteurs au nom des intérêts supérieurs de leur intégration dans des structures sociales pérennes.

À la suite d'une recherche menée à la fin des années 1990 en Russie - l'un des pays où cette transformation a été la plus brutale - FOREDUC (1), réseau international et pluridisciplinaire, s'est donné pour objet l'étude des transformations contemporaines des structures de pouvoir et des modes de coordination du secteur de l'enseignement dans le monde. Il a publié deux ouvrages : l'un, en 2005, consacré au rôle de la mesure des objectifs (indicateurs, normes, benchmarking) dans les stratégies de pilotage par l'aval de ces transformations ; l'autre, en 2007, à celui des modalités de financement dans le pilotage par l'amont des systèmes éducatifs (2).

Le but de son atelier de 2009 était à l'origine de synthétiser nos observations comparatives : la confrontation des expériences montre en effet que si l'on constate une forte tendance à l'unification des principes de gestion de l'enseignement supérieur et de la recherche, la doctrine se décline différemment sur le terrain en fonction des rapports de pouvoir locaux entre acteurs concernés et de l'intensité des enjeux de compétitivité internationale de l'industrie de l'enseignement. Mais la survenue de la crise financière nous a incités à aborder également ses premiers effets observables sur ce secteur : dans quelle mesure est-il sensible aux contagions systémiques ? Comment, dans une phase de crise, les variables politiques et économiques interagissent-elles pour modifier - ou au contraire étendre et intensifier - la gouvernance de l'enseignement supérieur par la Nouvelle gestion publique ? Ce recueil d'articles, qui n'a aucune prétention ni à la représentativité des terrains ni à l'exhaustivité des questionnements, aborde ces phénomènes sous des angles très divers. Le lecteur y trouvera, nous l'espérons, des éléments de réponse à ses interrogations, mais aussi de nouvelles questions sur un chantier à peine ouvert.

(1)

<http://netx.parisnanterre.fr/foreduc>

(2) Publications collectives (sous la direction de A. Vinokur) : *Les transformations du système éducatif de la Fédération de Russie*, Paris, IIPÉ/UNESCO, 2001 ; *Pouvoirs et mesure en éducation, Cahiers de la Recherche sur l'éducation et les Savoirs*, Hors série n°1, juin 2005 ; *Pouvoirs et financement en éducation : qui paye décide ?*, Paris, L'Harmattan, 2007.

Mis à jour le 05 juillet 2010

<https://www.parisnanterre.fr/actualites-+/-/economies-et-societes-l-enseignement-superieur-entre-nouvelle-gestion-p>